

MA RÉGION EST LÀ !

MAGAZINE DE LA RÉGION
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

HIVER
2023

L'ÉCONOMIE EN VIE

LES ENJEUX DE VOTRE RÉGION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



**P. 13 SOUTENIR
LES INNOVATIONS**
THÉRAPEUTIQUES PUBLIQUES

**P. 21 L'ÉCOLE
NATIONALE
DE L'HYDROGÈNE**

RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ





Ma Région / avancer, partager

ÉDITO

Le développement économique est une compétence essentielle des Conseils régionaux. Le magazine que vous tenez entre vos mains illustre la diversité de l'action régionale, du soutien à nos grandes filières jusqu'au développement de l'économie locale de proximité ; de l'aide à la réindustrialisation au développement de l'économie sociale et solidaire avec comme objectif central de peser concrètement sur la création et la préservation des emplois et des compétences sur nos territoires.

Pour préparer l'avenir, la compétence stratégique que constitue le développement économique nécessite une forte anticipation. Cela s'illustre dans notre soutien au développement de filières émergentes dans notre Région, comme l'hydrogène, la santé, les biothérapies innovantes... Où notre appareil industriel comme nos établissements de recherche nous donnent un élan qu'il faut savoir encourager.

Anticiper c'est également soutenir l'adaptation de notre économie aux grandes transitions qui sont devant nous. Je pense en particulier à la filière automobile, qui sera impactée par la fin prochaine du moteur thermique, et pour laquelle la Région a initié, en lien avec l'État, une véritable force d'intervention qui accompagne et prépare les entreprises – et tout particulièrement les sous-traitants, à ces grandes mutations.

Mais c'est bien l'ensemble de nos filières que nous devons accompagner pour faire face aux enjeux de décarbonation, d'innovation et de préservation environnementale qui sont posés par l'indispensable bifurcation écologique que notre société doit entreprendre. Cela repose sur les nombreux dispositifs régionaux ouverts aux entreprises, comprenant des outils variés comme des avances remboursables, des garanties d'emprunts ou de l'apport en fonds propres... La formation initiale et continue pour adapter les compétences, l'orientation, la sensibilisation aux métiers de l'industrie, la modernisation des outils de formation dans nos lycées professionnels sont d'autres actions que porte la Région et qui contribuent également à l'accompagnement des grandes mutations.

La Région est plus que jamais déterminée à poursuivre son action, en lien avec les acteurs économiques locaux, pour relever ces défis et construire les conditions d'une croissance durable pour nos territoires.

Marie-Cuite DUFAY

PRÉSIDENTE
Région Bourgogne-Franche-Comté



MA RÉGION EST LÀ !

**HIVER
2023**

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :

Marie-Guite Dufay

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Séphora Grisey

RÉDACTION : Christophe Bidal,
Xavier Ducordeaux, Lydie Boffy,
Camille Soligo, Émilie Chapulliot

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE :

Agence Dartagnan

PHOTOS DE COUVERTURE : ALSTOM SA 2018.
Design&Styling | Coradia Polyvalent pour
Régiolis™, Apopium - Adobe Stock,
BillionPhotos.com

PHOTOS : Christophe Bidal, Xavier Ducordeaux,
David Cesbron, Laurent Cheviet,
Edouard Barra, Mayu Photo, Studio Piffaut,
Lovic Ciuffa, Jean-François Maillot,
Martin Lagardère

IMPRESSION : Roto France

MAGAZINE IMPRIMÉ EN FRANCE SUR PAPIER PEFC

**Direction de la communication
et des relations avec les citoyens**

Voie Gisèle Halimi

25000 Besançon

Tél. 03 81 61 61 20

www.bourgognefranche-comte.fr

**ABONNEZ-VOUS À
LA NEWSLETTER DE LA RÉGION !**

Vous souhaitez être informé
régulièrement des actions
conduites par la Région
Bourgogne-Franche-Comté ?
Inscrivez-vous à notre newsletter
et vous recevrez ces informations
directement dans votre boîte mail !

Rendez-vous sur le site

[www.bourgognefranche-comte.fr/
newsletter](http://www.bourgognefranche-comte.fr/newsletter)



Toutes les informations sur
bourgognefranche-comte.fr

SOMMAIRE

**Notre ADN industriel :
un atout pour affronter l'avenir** P. 6-7

Décarbonation des industries P. 8

Recrutement de cadres P. 9

Formation, emploi P. 10

Économie circulaire P. 11

Santé P. 12-13

Économie de proximité P. 14-15

Transport P. 16

Agroalimentaire P. 17

PMI-PME P. 18

Automobile P. 19

Innovation P. 20-21

Tribunes P. 22-23



CE LOGO EST LE LOGO DU **FALC**.

FALC veut dire Facile à Lire et à Comprendre.

Le FALC sert aux personnes qui ont des difficultés pour lire.

Le FALC rend les informations accessibles. Pour la Région, c'est important de
permettre à tous d'avoir des informations. L'association Droits devant 25 a aidé
la Région à faire du FALC.



L'ÉCONOMIE EN VIE

LES ENJEUX DE VOTRE RÉGION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les enjeux sociétaux et environnementaux poussent l'économie à se réinventer et à tendre vers un modèle plus durable et connecté. Par la mobilisation d'un vaste réseau et l'octroi de financements, la Région s'inscrit comme le partenaire privilégié des entreprises, de la startup à l'artisan, en passant par les PME/PMI. À chaque étape de leur vie, la Région les accompagne pour franchir les étapes-clés : investissements, innovation, export, réflexions stratégiques, compétences.

Notre dossier vous propose d'aller à la rencontre des acteurs de notre économie régionale qui font vivre nos territoires ●

Nicolas SoretVice-président de la Région
en charge du développement
économique**LE GRAND ENTRETIEN****« Notre ADN industriel :
un atout pour affronter l'avenir »****Vice-président de la Région en charge du développement économique depuis 2021, Nicolas Soret croit dans le potentiel économique de la Bourgogne-Franche-Comté. Entretien.**

Après avoir passé l'épisode de la crise sanitaire, notre pays fait face à une crise énergétique, une inflation galopante et des tensions géopolitiques qui arrivent aux portes de nos frontières. Dans ce contexte, comment se porte notre économie régionale ?

Nicolas Soret : La Région Bourgogne-Franche-Comté a su conserver son ADN industriel. Ici, 17 % des emplois sont industriels, soit cinq points de plus que la moyenne nationale. C'est un atout pour affronter l'avenir, et c'est pourquoi la Région investit dans la structuration de nos filières stratégiques, qui sont chacune à différents niveaux de maturité mais qui représentent de véritables leviers d'avenir dans le contexte actuel et présentent un facteur différenciant pour la Bourgogne-Franche-Comté par rapport aux autres régions : biothérapies, hydrogène, transition agroalimentaire, automobile. Ainsi, la Bourgogne-Franche-Comté figure parmi les régions qui accueillent le plus de projets retenus dans le cadre des appels à projet de l'État France 2030 et se situe dans le top cinq des régions qui attirent le plus d'investisseurs étrangers, signes qu'une dynamique est à l'œuvre dans nos territoires. D'ailleurs, les bonnes nouvelles économiques se multiplient : les récents choix d'ITEN, deeptech française spécialiste des micro-batteries, et du groupe Atlantic, leader mondial dans le domaine des solutions de confort thermique, de construire de nouvelles usines sur la zone SaôneOr à Chalon, ou GEN-Hy, qui a choisi Montbéliard pour son projet d'usine d'électrolyseurs nouvelle génération...

Pour les secteurs en pleine mutation, comme l'automobile, quels sont les leviers que la Région peut actionner ?

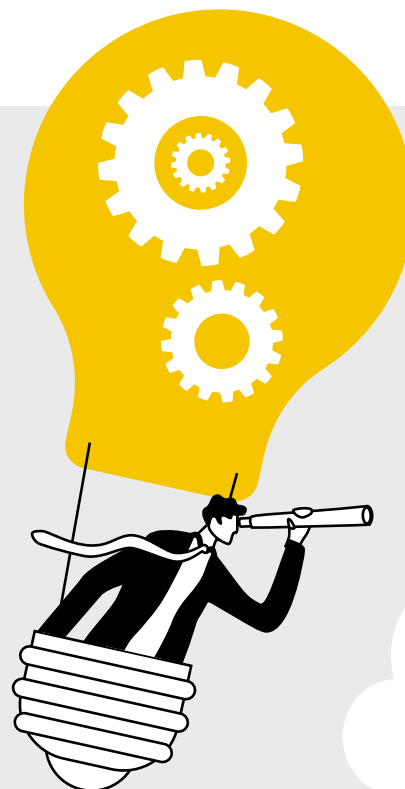
N.S. : Ensemble, État et Région pilotent la force d'intervention pour les mutations automobiles (FIMA), qui se poursuit, les territoires « Rebonds industriels », qui permettent d'envisager un avenir industriel dans des secteurs qui sont ou seront frappés par les mutations de la filière automobile. Ce travail collectif, qui permet de préparer l'industrie de demain, est aussi à l'œuvre à travers les « Territoires d'industrie », dans chacun des départements, pour créer des synergies et de nouvelles voies de développement, comme par exemple le ferroviaire et l'énergie dans le Nord-Franche-Comté, ou le savoir-faire horloger dans le Doubs.

**17%****des emplois**
en Bourgogne-
Franche-Comté
sont industriels



LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ A SU CONSERVER SON ADN INDUSTRIEL.

ICI, 17 % DES EMPLOIS SONT INDUSTRIELS,
SOIT CINQ POINTS DE PLUS QUE LA
MOYENNE NATIONALE.



Notre région se revendique depuis des années comme leader dans le développement des technologies hydrogène. Où en est-on ?

N.S. : Le récent Forum H₂ business for climate, qui s'est tenu les 3 et 4 octobre à Belfort, a une nouvelle fois montré la puissance de notre filière hydrogène régionale, qui s'appuie sur un socle universitaire fertile et une réelle synergie entre collectivités locales, chercheurs et industriels. Trois dossiers de notre région ont été retenus parmi les projets français soumis à la Commission Européenne. Les constructions d'une gigafactory d'électrolyseurs portée par Mac Phy, de réservoirs à hydrogène par Forvia et de trains à hydrogène par Alstom, seront soutenues à hauteur de 500 millions d'euros par l'État. Par ailleurs, les efforts conjugués de l'État et de la Région dans la constitution d'un écosystème solide en Bourgogne-Franche-Comté ont permis d'attirer deux nouvelles gigafactory, celles d'Inocel et de Gen-Hy, qui devraient voir le jour sur notre territoire en 2024. Ces grands projets confirment la montée en puissance de la Région sur toute la chaîne de valeur, qui s'affirme comme une place centrale de l'hydrogène en Europe. Et comme il n'est pas d'ambitions en matière d'hydrogène sans anticiper les besoins en matière de compétences, la Région, soutenue par l'État et le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), va candidater à l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » de France 2030 pour faire émerger, ici, l'école nationale de l'hydrogène.



Il y a un an et demi, la Région a adopté son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022-2028. Quels sont les plus gros défis à relever pour notre territoire ?

N.S. : Les projections démographiques dévoilées récemment par l'INSEE sont inquiétantes, notamment concernant la baisse démographique des jeunes de 15 à 17 ans dans les prochaines années. C'est une préoccupation majeure. Un des plus grands défis est sans doute celui de faire valoir l'attractivité de notre région, pour conserver nos compétences et en attirer de nouvelles, grâce à nos écosystèmes d'innovation, nos filières stratégiques, notre situation au cœur de l'Europe, notre appétence pour l'industrie, nos savoir-faire recherchés, notre capacité à structurer des écosystèmes performants autour de fabrications industrielles...

En parallèle, nous mettons tout en œuvre pour permettre à notre industrie d'affronter la transition environnementale et énergétique, nécessaire pour diminuer notre empreinte carbone ■



- Nicolas Soret est vice-président de la Région. Il s'occupe du développement économique.
- Il dit que la force de la Région, c'est son histoire industrielle
- La Région aide les constructeurs automobiles à surmonter la crise
- Elle mise sur de nouvelles filières pour créer les emplois de demain (hydrogène, santé...).



Alain Cassier
TC Environnement
Groupe Cassier (58)

DÉCARBONATION DES INDUSTRIES

TC Environnement compte sur l'intelligence artificielle pour trier ses pneus

TC Environnement, basée dans la Nièvre, collecte, trie et valorise les pneus usagés grâce à une technique unique au monde.

Filiiale du groupe Transports Cassier, TC Environnement (TCE) collecte, trie et valorise chaque année 12 % du volume national des pneus usagés. Soit 40 000 tonnes, dont 15 000 sur son site de Cercy-la-Tour, créé en 2014. « Ces pneus proviennent de garages, de centres de démonte automobile et des déchetteries », explique Arthur Wagner, directeur. En 2019, le groupe a créé la start-up REGOM, qui a développé, via un centre de Recherche et Développement innovant, une technologie de tri des pneus unique au monde basée sur l'intelligence artificielle : la machine analyse par laser le flanc du pneu et identifie sa marque, sa dimension et son usure. En fonction de ces critères, le pneu est orienté soit vers une filière de recyclage soit de réemploi afin d'être remis en vente. « Aujourd'hui, nous sommes la seule entreprise au monde à avoir développé cette machine. Nous discutons avec de gros acteurs qui sont intéressés par notre

machine et par notre process. » En 2022, l'entreprise TC Environnement a bénéficié d'une subvention de 663 400 € de la Région Bourgogne-Franche-Comté au titre du Fonds de relocalisation et de transition vers une économie décarbonée. « C'est une belle reconnaissance du travail effectué à Cercy. Cela nous a permis d'investir. Les différents services de la Région nous ont beaucoup aidés à encadrer le projet. » Et l'engagement écologique de TCE ne s'arrête pas là : la société, qui stocke l'eau de pluie dans des citernes, traite et réutilise toutes les eaux qu'elle utilise. Elle a aussi investi dans un broyeur dernière génération moins gourmand en énergie et travaille sur un projet dans le domaine de l'énergie solaire ■

800

personnes employées
dont 25 à Cercy-la-Tour (58).



- La société TC Environnement trie et rénove les vieux pneus
- Elle travaille avec l'intelligence artificielle.

TC ENVIRONNEMENT :
<https://tc-transports.fr>

Lucie Nordey
Cisteo Medical (25)

Marc Delacour
Cisteo Medical (25)

ENTRETIEN

Faciliter le recrutement dans les PME en croissance

Depuis 13 ans, **Cisteo Medical** se développe pour compter aujourd'hui près de 50 salariés. Dès sa création, cette PME innovante a bénéficié de l'aide au recrutement de cadres de la Région. Rencontre avec **Lucie Nordey**, assistante de direction chargée des Ressources Humaines, et **Marc Delacour**, ingénieur développement logiciel recruté grâce à ce dispositif.

46

La Région a aidé au recrutement de 46 cadres en 2023 pour 2 246 086 € en avances remboursables.

Quand avez-vous sollicité l'aide de la Région ?

Lucie Nordey : Nous avons eu recours à cette aide tout au long du développement de l'entreprise, lors des créations de postes. Il s'agit d'une avance remboursable, ce que ne propose pas une banque par exemple. Or, embaucher un cadre représente un certain coût, et le dispositif permet de sécuriser toute la durée de prise de possession du poste.

Que vous apporte-t-elle ?

L.N. : L'aide nous a permis d'agrandir l'équipe et de nous structurer, afin de proposer de nouvelles prestations à nos clients. En effet, Cisteo Medical développe, homologue et fabrique des dispositifs médicaux sous contrat, de la R&D à l'industrialisation, en passant par l'accompagnement en qualité et réglementation. Nous sommes orientés vers les dispositifs médicaux implantables actifs : ils sont complexes et font appel à des technologies de précision (microtechnique, mécatronique, électronique et développement logiciel). Grâce à la Région, nous avons par exemple recruté un nouvel ingénieur, Marc Delacour, afin de compléter l'équipe et répondre à ces besoins plus complexes.

Marc, comment s'est déroulé votre recrutement ?

Marc Delacour : J'ai postulé de manière classique chez Cisteo Medical et j'y ai été recruté au mois de mai, en qualité d'ingénieur développement logiciel. J'ai intégré une équipe de R&D déjà constituée, en y apportant des compétences complémentaires. L'accueil a été très chaleureux et j'ai déjà mené plusieurs projets.

Pouvez-vous nous en parler ?

M.D. : Bien sûr ! Je suis chargé d'élaborer la partie logicielle des dispositifs médicaux. J'ai donc travaillé sur un logiciel permettant de qualifier un dispositif médical pour le marché américain, mais également un logiciel embarqué pour un dispositif d'assistance cardiaque ou encore une application mobile couplée à un dispositif médical. Finalement, les logiciels se retrouvent à la fois dans les appareils médicaux, les ordinateurs et les applications mobiles : j'interviens donc dans de multiples domaines, avec des évolutions très prometteuses ■



► La société Cisteo Medical a recruté un ingénieur grâce à une aide de la Région.



AVANT,

JE N'AVAIS JAMAIS VRAIMENT
FAIT ATTENTION AUX MÉTIERS
DE L'INDUSTRIE.

Lahcène Sabri
SOBEM SCAME (21)

FORMATION-EMPLOI

Il change de voie grâce à la Région

Lahcène Sabri a choisi la voie de l'industrie, s'est formé grâce à la Région, et ne le regrette pas.

Passer par un baccalauréat professionnel Gestion-administration puis une première année de BTS Support à l'action managériale (SAM) pour finalement être embauché comme soudeur, un métier en tension, par une société industrielle n'est pas le chemin le plus commun. C'est pourtant celui emprunté par Lahcène Sabri et il ne le regrette pas.

À 19 ans, le jeune Dijonnais ne se sentait pas à son aise avec les matières traditionnelles et cherchait à se réorienter. « *Je me suis renseigné sur les formations possibles et je me suis dit « pourquoi pas la soudure ? »* »

Un CDI direct !

Après une première formation, fin 2022, Lahcène choisit de préparer un Certificat de qualification paritaire de la métallurgie (CQPM) à l'Association de formation professionnelle de l'industrie (AFPI). « *Cela ne m'a rien coûté* » apprécie-t-il. Et pour cause, la Région prend en charge les coûts pédagogiques, rémunère le stagiaire et octroie une aide complémentaire de 200 €. Ses six semaines de stage, il les effectue chez SOBEM SCAME, à Sainte-Marie-sur-Ouche (21). « *Cela s'est très bien passé et j'ai signé un CDI de soudeur le 4 septembre dernier !* »

Une société solide

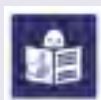
La société est issue de la fusion en 2013 entre SOBEM (Société bourguignonne d'électro mécanique), née en 1955, et SCAME, leader italien dans la production de matériel électrique. Elle fabrique, entre autres, des armoires de chantier, des coffrets plastiques et des bornes de recharge électrique, activité en pleine expansion.

« *Lahcène donne entière satisfaction, se réjouissent ses chefs. On voit passer beaucoup de gens en stage, on avait repéré sa motivation.* » Pour preuve, le néophyte, qui travaille sur quatre jours, s'est déjà vu confier un travail de soudure sur inox. Avant sans doute de découvrir d'autres tâches (pliage, emboutissage, ponçage, sertissage). « *Je suis bien ici. Avant, je n'avais jamais vraiment fait attention aux métiers de l'industrie.* » Pourtant, le secteur embauche, chacun peut y trouver sa place et des perspectives d'évolution ■

« J'ai ma place » Ma formation pour un emploi

► **Vous êtes demandeur d'emploi**, la Région Bourgogne-Franche-Comté vous propose des milliers de places de formation rémunérées. Rendez-vous sur « **J'ai ma place** » et trouvez la formation qui vous correspond, vérifiez votre éligibilité et accédez à un simulateur de rémunération.

www.emfor-bfc.org/formation/zoom-sur/j-ai-ma-place



► Lahcène Sabri travaillait dans un bureau. Après une formation, il est aujourd'hui soudeur. Il en est très heureux.

Lothaire Carlier
Directeur Au bonheur des chutes
Auxerre (89)



NOUS AVONS
LA CHANCE D'AVOIR
**UNE RÉGION PRO-ACTIVE
DANS LE DOMAINE
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE.**

22 tonnes
de matières
collectées chaque année.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Au bonheur des chutes

ENTRETIEN

Basée à Auxerre, l'association Au bonheur des chutes refuse de voir des matériaux souvent neufs partir à la déchetterie.

Comment est née l'association Au bonheur des chutes et quelle est sa raison d'être ?

Lothaire Carlier : Elle a été créée en 2017 par Céline Lebrun, lassée de voir de grandes quantités de déchets finir à la benne. Nous collectons des chutes de matériaux chez les industriels locaux et les revalorisons : nous les revendons à bas prix dans un magasin de matières, nous concevons et fabriquons des objets dans un atelier et nous animons des chantiers participatifs et des ateliers pour permettre aux habitants de s'initier à des activités manuelles. L'association compte quatre salariés à plein temps, une vingtaine de bénévoles et plus de 800 adhérents et collecte chaque année 22 tonnes de matières.

Comment la Région vous soutient-elle ?

L.C. : Nous avons la chance d'avoir une Région pro-active dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Elle nous verse différentes subventions, à la fois pour l'investissement et pour le fonctionnement, afin d'investir dans du matériel et de financer une partie des salaires. La Région nous a demandé de réaliser une étude sur la filière bois, pour laquelle elle a financé à 80% un poste d'un an afin de démarcher les industries de l'Auxerrois et établir un kit de démarrage pour de futurs porteurs de projets. Enfin, elle nous a commandé des casiers et de la signalétique pour ses locaux dijonnais.

Quels sont vos projets ?

L.C. : Dans le cadre de la manufacture de proximité, nous développons un maillage entre artisans pour promouvoir le réemploi dans les usages professionnels. En 2024, nous aimerions trouver un moyen de nous réinventer. Les matières sont de plus en plus coûteuses. Hier gratuite, la collecte des déchets a aujourd'hui un coût. Nous aimerions apporter une forte valeur ajoutée aux objets que nous fabriquons et réfléchissons donc à un modèle économique pour proposer des objets de petite série. Nous envisageons aussi de créer un catalogue dédié à la commande publique pour les collectivités qui s'intéressent au réemploi comme la Région Bourgogne-Franche-Comté ■



► Une association d'Auxerre récupère des chutes de bois, de métal, de papier. Elle les transforme en objets (bureaux, tables...). C'est de l'économie circulaire.



**LE SOUTIEN DE LA RÉGION
EST ESSENTIEL POUR
UNE ENTREPRISE COMME
LA NÔTRE.**

Philippe Genne
Oncodesign Precision Medicine (21)

SANTÉ

Accompagner les entreprises innovantes dans la lutte contre les cancers avancés

Chez Oncodesign Precision Medicine, innovation et intelligence artificielle se mettent au service des biotechnologies afin de lutter contre les cancers avancés. Une entreprise soutenue par la Région au travers de nombreux projets et programmes, ainsi que par l'intégration dans un écosystème favorable.

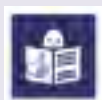
Fondée par Philippe Genne, Oncodesign Precision Medicine (OPM) a pour mission de développer des solutions thérapeutiques et diagnostiques contre les cancers résistants ou métastatiques. Créée en 2022, l'entreprise est la continuité de l'histoire de son créateur et de sa première société, Oncodesign, œuvrant déjà dans la recherche de traitements contre le cancer depuis 1995.

Aujourd'hui spécialisée dans la biotechnologie et la médecine de précision, en intégrant les atouts de l'intelligence artificielle, OPM est cotée en Bourse et mène plusieurs projets d'envergure. À commencer par le développement clinique d'une molécule permettant de lutter contre la maladie de Parkinson, en collaboration avec les laboratoires Servier, ou encore une autre molécule contre les maladies chroniques immuno-inflammatoires de l'intestin (OPM-101) issue de ses recherches.

Un rôle structurant et un effet levier

Parmi les produits thérapeutiques ou solutions diagnostiques développés par OPM, beaucoup font l'objet d'un vif intérêt de la Région. Ainsi, l'entreprise a bénéficié de fonds européens FEDER (gérés par la Région) intitulé COMETE, sur la thématique de la radiothérapie systémique (dans le but, notamment, de lutter contre les cancers digestifs métastatiques). Elle a également intégré le projet de création de filière et de pôle d'excellence régional PROMETHE, ou encore de nombreux autres appels à projets en collaboration avec des acteurs régionaux.

Selon Philippe Genne, « le soutien de la Région est essentiel pour une entreprise comme la nôtre, car il permet non seulement de financer une partie de nos recherches grâce à des aides significatives, mais il montre également l'intérêt de la collectivité. C'est un signal fort auprès des autres acteurs institutionnels, avec un véritable effet levier. De plus, la Région œuvre pour réunir toutes les parties prenantes des projets, avec une vraie volonté de collaboration : cela crée une dynamique extrêmement favorable, bénéfique pour travailler ensemble et aboutir à des résultats efficaces. » ■



► La société Oncodesign travaille dans la lutte contre le cancer. La Région l'aide à financer ses travaux de recherche.

Soutenir les innovations thérapeutiques publiques

Nouvelle directrice de l'**Établissement français du sang Bourgogne-Franche-Comté** (EFS-BFC), la docteure **Fanny Delettre** évoque le soutien de la Région au développement de biothérapies innovantes, en lien étroit avec un écosystème local très riche et dynamique en la matière. Rencontre.

Quels sont les atouts des "biothérapies" ?

Fanny Delettre : Les médicaments biologiques sont voués à traiter, entre autres, les cancers et les désordres immunitaires. En cancérologie, les biothérapies cellulaires actuelles consistent à utiliser les cellules du patient et à les transformer pour qu'elles s'attaquent aux cellules malades. Ce faisant, on accroît l'efficacité des traitements et leur acceptation par le corps des patients. Ces innovations demandent des recherches et procédés de pointe, avec des contrôles de sécurité drastiques. Très coûteuses, certaines sont proposées par des laboratoires étrangers. En les réalisant ici, en Bourgogne-Franche-Comté, on produit les médicaments de demain à proximité des patients, à un coût soutenable pour la société.

Comment agit l'EFS-BFC sur ce sujet ?

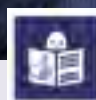
F.D. : L'EFS-BFC et d'autres acteurs animent une filière publique de bioproduction, afin d'augmenter le nombre de biomédicaments produits dans la région. Besançon est d'ailleurs l'une des quatre plateformes de médicaments de thérapie innovante de l'EFS en France, adossée à des banques de tissus et de cellules souches. Nous collaborons notamment avec l'unité de recherche universitaire UMR-Right, ainsi que des startups locales qui font appel à nous pour leurs phases de tests. Afin d'assurer un continuum entre la recherche et la production de médicaments, entre les études et l'injection aux patients, le rôle de la Région s'avère très structurant.

Que vous apporte la Région ?

F.D. : La Région est d'abord un partenaire de notre écosystème. Par exemple, elle soutient la fondation FC-Innov de l'Université de Franche-Comté, dont l'EFS est membre fondateur. Elle a également mis en place un groupe de travail régional sur les biothérapies et soutient la formation ainsi que la recherche, par des appels à projets ou encore des bourses de thèses. Elle nous accompagne aussi dans une étude à plus long terme sur la bioproduction. En bref, elle nous permet d'envisager sereinement la recherche et la production des biothérapies de demain, tout en structurant un écosystème local innovant et très dynamique ■



Fanny Delettre
Directrice de
l'Établissement français
du sang Bourgogne-
Franche-Comté (25)



► L'Établissement français du sang travaille à inventer de nouveaux médicaments.





Gilles Robert
Président de la SCIC du
Val de Consolation (25)

ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

Gilles Robert réveille Consolation

Dessiner l'avenir du monastère du Val de Consolation tout en restant fidèle à son histoire : tel est le défi de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) présidée par Gilles Robert.

64 entreprises D'INSERTION

La politique régionale d'aide à l'emploi dans le secteur de l'économie sociale et solidaire a permis à 64 entreprises d'insertion de consolider 1580 équivalents temps plein. 35 associations d'aide à domicile ont également pu recruter l'équivalent de 897 emplois.

Pour un ancien professeur d'histoire-géographie comme Gilles Robert, le Val de Consolation n'est pas seulement un site remarquable, c'est un livre ouvert : « *Consolation ne laisse personne indifférent, c'est un endroit merveilleux et une éternelle source d'inspiration* ». Surtout connu pour ses cascades et son passé religieux, le monastère du Val de Consolation a pris son essor au XVII^e siècle. Après la Révolution et jusqu'en 1978, la bâtisse accueille un petit séminaire avant de plonger dans l'oubli... Ou presque.

Nouveau départ pour Consolation

Initié en 2018 par la Communauté de Communes des Portes du Haut-Doubs, un projet de redynamisation et de développement touristique du site accompagné par le Générateur BFC a donné naissance, en 2021, à une SCIC, (société coopérative d'intérêt collectif). « *Quand on m'a sollicité pour réfléchir à l'avenir de Consolation et devenir président de la SCIC, je n'ai pas hésité, même si c'est un pari un peu fou !* », explique Gilles Robert. À ses côtés, des associations, des anciens élèves de Consolation, des sportifs, des bénévoles, des habitants... Tous sociétaires de la SCIC et désireux, comme lui, de s'investir pleinement dans ce projet.

Un projet de développement raisonné et progressif

Imaginée collectivement, la stratégie de développement de Consolation s'articule autour de quatre axes : nature, culture, bien-être et sport. Mais avant d'accueillir ses premiers visiteurs, le site, à l'abandon depuis 40 ans, a eu besoin d'une cure de jouvence. « *Soutenus financièrement par l'État, le Département et la Région, nous avons réalisé une première phase de travaux - aménagement de 13 chambres, d'une cuisine professionnelle, d'une salle de restaurant et de séminaire - ce qui nous a permis d'exploiter le site dès le printemps 2023* ». Avec 100 000 visiteurs pour sa première saison, le Val de Consolation tient ses promesses et pourrait bien devenir un site naturel et culturel majeur dans la région ■



► Dans le Doubs, une société a rénové un ancien monastère ; elle l'a transformé en lieu de vacances et lieu de réunion.

Christophe Racine
Boulangier dans le Jura (39)

ENTRETIEN

Christophe Racine : levain quotidien

En 2023, la Région avait créé le **chèque énergie boulangers** : une subvention prenant en charge jusqu'à 50 % des hausses de factures énergétiques de 2022. Soit entre 1000 € et 5 000 € d'aides par bénéficiaires.



Pains, viennoiseries et pâtisseries faits maison, approche locale et esprit familial : à 56 ans, **Christophe Racine** est à la tête de trois boulangeries dans le Jura. Malgré la hausse du coût des matières premières, il garde le cap.

Boulangier, c'est une vocation ?

Christophe Racine : Oui ! J'ai grandi dans le Haut-Doubs et le voisin de mes parents était boulanger... J'adorais lui donner un coup de main, j'ai donc très vite su que j'en ferais mon métier.

Qu'est-ce qui vous a donné envie d'ouvrir votre propre boulangerie ?

C.R. : C'est un projet que j'ai toujours eu, mais j'ai d'abord voulu faire mes armes en tant qu'ouvrier. En 2004, je me suis retrouvé au chômage, ça a été le déclic : j'avais de l'expérience, les banques me suivaient, alors avec Florence, mon épouse, nous avons repris la boulangerie d'Orgelet.

Vous êtes désormais propriétaire de trois boulangeries dans le Jura. C'était prévu ?

C.R. : J'ai toujours cru au potentiel de l'axe routier Lons-le-Saunier – Orgelet. Quand un local s'est libéré dans le secteur, j'ai sauté sur l'occasion pour installer un laboratoire et un nouvel espace de vente. Quelques années plus tard, j'ai appris que le boulanger d'Arinthod prenait sa retraite et j'ai proposé de reprendre l'affaire.

Face à la hausse du prix des matières premières et de l'énergie, comment abordez-vous l'avenir ?

C.R. : C'est vrai que ces dernières années ont été compliquées. Les charges ont explosé et nous ne pouvons décemment pas répercuter ces augmentations sur le prix de nos produits sans mettre l'entreprise et ses 15 salariés en danger. Les aides de la Région nous ont permis de sortir la tête de l'eau, de garder une trésorerie à flot et d'aborder l'avenir un peu plus sereinement.

Aujourd'hui, vous êtes un boulanger ou un chef d'entreprise ?

C.R. : Je suis devenu un chef d'entreprise, mais je suis toujours un boulanger. D'ailleurs, je suis sur le front tous les jours à 3h du matin ! ■



► La Région a aidé les boulangers suite à l'augmentation des coûts de l'énergie (électricité, gaz).

250**collaborateurs** en Europe
dont 60 à Mâcon.**TRANSPORTS****Matawan, à la conquête de l'international****ENTRETIEN**

Fondée à Mâcon, **Matawan** (anciennement Ubi-Transport) développe des services intelligents de mobilité partagée pour le transport public. **Jérôme Tredan**, son CEO, nous en dit plus.



Jérôme Tredan
CEO de Matawan (71)

Quelle est la mission de Matawan ?

J.T. : Notre mission, c'est de simplifier les déplacements au quotidien en connectant le transport collectif à tous les modes de mobilité. Nous voulons faire en sorte que les usagers puissent voyager d'un territoire à l'autre, d'un réseau à l'autre, d'un mode de transport à l'autre sans que ce soit le parcours du combattant.

Concrètement, que faites-vous pour simplifier le quotidien des usagers ?

J.T. : Nos solutions s'articulent autour de la billettique connectée et de la monétique (vente, validation, contrôle des titres de transport), de l'information (des voyageurs et des opérateurs) et de la data pour comprendre et optimiser les réseaux de mobilité. Nous mettons l'innovation au service d'une mobilité plus libre, plus inclusive et plus durable.

Le fief de Matawan est à Mâcon, mais où se trouvent vos clients ?

J.T. : Avec plus de 300 réseaux, nous sommes le leader en France des solutions cloud pour la gestion et l'optimisation des transports publics. Mais nous opérons aussi au Canada, en Suisse et en Espagne. Notre ambition, c'est vraiment de développer l'export.

Votre ancrage régional, vous y tenez ?

J.T. : Bien sûr ! Nous sommes nés à Mâcon, nous avons grandi à Mâcon et aujourd'hui encore, nous poursuivons cette belle aventure en Bourgogne-Franche-Comté. Sur 250 collaborateurs en France et en Europe, une soixantaine est à Mâcon. Mais le lien que nous avons avec la Région n'est pas seulement sentimental, il est aussi professionnel puisque nous travaillons avec huit réseaux locaux de transport. Quant à la Région, elle a toujours été à nos côtés : que ce soit lors de notre installation, au moment de faire notre bilan carbone ou d'identifier de nouvelles opportunités à l'international, elle nous a apporté un précieux soutien ■



► La société Matawan travaille dans l'informatique. Elle crée des outils pour payer ses tickets de bus ou de train.



AGROALIMENTAIRE

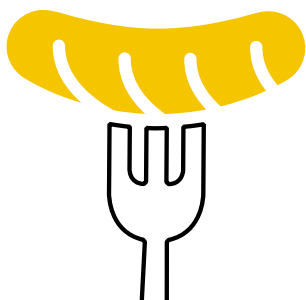
Maison Chazal, par amour du goût

Depuis 1976, Maison Chazal distribue et fabrique des produits frais (charcutiers, traiteurs et viandes) en France et en Suisse. Dirigée par David Burgy, l'entreprise familiale entend aussi jouer un rôle majeur dans les filières locales.

Pour Maison Chazal, passé, présent et avenir s'écrivent en Bourgogne-Franche-Comté. Fondée à Dole dans les années 70, l'entreprise s'est depuis fait un nom dans les métiers de bouche. Avec une dizaine d'agences de distribution, plusieurs ateliers de fabrication, une force de vente déployée dans toute la France et en Suisse et 6000 clients livrés quotidiennement, elle est même devenue une référence pour les charcutiers, les bouchers, les traiteurs et les restaurateurs. Mais Maison Chazal ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Comme l'explique David Burgy, directeur général, « nous devons aussi agir pour défendre nos circuits courts et nos éleveurs ».

17800

Les industries
agroalimentaires
représentent
17800 emplois en
Bourgogne-Franche-Comté.



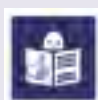
Avec « Premier Plateau », Maison Chazal prend de la hauteur

Pour construire une filière porcine locale, équitable et vertueuse, Maison Chazal et les établissements Chays, dans le Doubs, ont donc choisi d'unir leurs forces. Ensemble, ils ont imaginé « Premier plateau », un nouveau site de fabrication de salaisons à Champagnole. Leur inspiration ? La filière Comté. Cahier des charges strict pour les éleveurs, matières premières franc-comtoises, prix garantis, partenariat avec un abattoir local : « De la fourche à la fourchette, nous voulons garantir la traçabilité et la qualité. Sans oublier de répartir équitablement la valeur ajoutée entre tous les maillons de la chaîne, comme c'est le cas pour l'appellation Comté. ». Soutenus par France Agrimer, la communauté de communes Champagnole-Nozeroy-Jura et la Région Bourgogne-Franche-Comté, les deux entreprises ont réussi leur pari : « Premier Plateau » démarrera sa production 100 % locale début 2024 ■



NOUS DEVONS AUSSI
AGIR POUR **DÉFENDRE**
NOS CIRCUITS COURTS
ET NOS ÉLEVEURS.

David Burgy
Directeur Général
de la maison Chazal (39)



► La société Chazal crée une nouvelle usine dans le Jura. La Région aide les entreprises qui travaillent dans l'alimentation.



LA RÉGION EST INTERVENUE

PAR L'INTERMÉDIAIRE DU FONDS D'INVESTISSEMENT, MAIS ÉGALEMENT PAR UNE AVANCE REMBOURSABLE DANS LE CADRE DE LA TRANSMISSION...

Philippe Breiss
à la tête de Japy Tech (21)

PMI-PME

Encourager la reprise et l'indépendance des fleurons régionaux

Depuis 2021, Philippe Breiss est à la tête de Japy Tech, entreprise historique qu'il a reprise cette année avec l'aide de la Région. Une belle réussite, associée à un nom emblématique, synonyme de qualité et de réputation dans le domaine industriel.

Appelé à diriger Japy Tech en 2021, pour le compte d'un fonds d'investissement, Philippe Breiss y voit une belle opportunité, après une carrière dans l'industrie automobile. « Je croyais en cette entreprise et en son potentiel, explique-t-il. À titre personnel, c'était aussi le moment de me lancer. C'est donc naturellement que, deux ans plus tard, j'en suis devenu l'actionnaire majoritaire ».

Une opération qu'il n'a pas menée seul, puisque le fonds d'investissement Défi 3, géré par UI-Investissement, dont la Région

est souscripteur, a repris Japy Tech avec lui. « La Région est intervenue par l'intermédiaire du fonds, mais également par une avance remboursable dans le cadre de la transmission, poursuit-il. Son investissement dans la reprise a été très bénéfique, notamment vis-à-vis du personnel. Les salariés ont été rassurés et sécurisés quant à l'avenir de la société ».

Une aide à la relocalisation

Car Japy Tech porte un nom emblématique de l'industrie dans la région : fondée en 1920, elle est spécialisée dans la fabrication de cuves frigorifiques laitières de toutes tailles, exportées dans des fermes du monde entier. Une véritable figure de proue du secteur, qui entend conserver son dynamisme. « Japy Tech représente aujourd'hui 135 emplois, poursuit Philippe Breiss. Nous avons également un bureau d'études qui développe de nouveaux produits dans le but d'innover et de se projeter dans l'avenir. De plus, la Région nous a attribué une subvention afin d'acheter une machine en 2022 : une bordeuse, pour

réaliser les fonds de tanks à lait. Cette acquisition a permis de relocaliser cette partie de la production, auparavant en Italie : deux emplois ont été créés ici, près de Dijon, et une centaine de voyages en camion évités ! » Avec d'autres projets d'innovation et de développement en perspective, Japy Tech poursuit son histoire, liée plus que jamais à la Région ■

135
emplois
à Japy Tech (21).



► Grâce aux aides de la Région, l'entreprise Japy Tech crée des emplois en Bourgogne-Franche-Comté. Elle fabrique des réservoirs pour transporter le lait.

AUTOMOBILE

Nicolas Lambert
président de SOMP (90)

« Nous allons sortir de notre zone de confort »

ENTRETIEN

Dans un secteur en pleine mutation, la société **SOMP** basée à Froidefontaine (90) doit s'adapter pour répondre aux nouveaux marchés.

Quel est le cœur de métier de l'entreprise que vous dirigez depuis 2009 ?

Nicolas Lambert : Créée en 1963 par Jean Toloni, SOMP est spécialisée dans la fabrication de pièces mécaniques, prototypes et outillage, en majorité pour de grandes entreprises du secteur automobile. Forts de nos 20 salariés, nous réalisons un chiffre d'affaires annuel de 2,2 millions d'euros. Notre dernier gros investissement remonte à 2022. La Région Bourgogne-Franche-Comté a subventionné 30 % du prix d'achat d'une machine d'usinage qui s'élevait à 500 000 euros. C'est compliqué d'assumer un investissement aussi élevé pour une entreprise de notre taille. Sans l'accompagnement de la Région, nous n'aurions pas pu le faire.

Comment allez-vous rebondir suite à l'annonce de la fin des moteurs thermiques par l'UE en 2035 ?

N.L. : Face aux décisions politiques et aux mutations technologiques que connaît le secteur automobile, nous n'avons pas d'autres choix que de nous adapter. SOMP est dépendante de l'histoire de l'automobile : nous nous adaptons aux besoins, nous répondons à ce qu'on nous demande de faire, donc si le besoin évolue, nous ferons évoluer notre niveau de services et nos prestations. C'est une décision évidente. Nous allons aussi diversifier notre production dans d'autres secteurs comme l'aéronautique et le nucléaire. Cela aura des conséquences en termes de moyens techniques, de compétences humaines et de structuration commerciale car cela remet en cause en profondeur notre façon de faire. Nous allons sortir de notre zone de confort. Nous nous sommes par ailleurs lancés dans la démarche de certification ISO pour pouvoir démarcher de nouveaux clients.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

N.L. : Le chiffre d'affaires fond, les charges augmentent. Il faut résister à la tempête. Pour cela, nous nous tournons vers des technologies plus éco-responsables : nous renouvelons le plus régulièrement possible nos machines obsolètes et nous recyclons les composants que nous utilisons. Nous allons aussi investir dans un nouveau système d'air comprimé moins énergivore qui recyclera l'air chaud dans l'atelier. Aux difficultés économiques, s'ajoutent des problèmes de recrutement : on constate un désamour de l'environnement industriel chez la nouvelle génération. Nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur des compétences historiques qui restent dans l'entreprise, où le turn-over est très faible. Je crois beaucoup en la qualité de vie au travail. Il faut offrir des conditions agréables aux salariés ■

300

sous-traitants
automobiles

recensés en Bourgogne-Franche-Comté :

198 ont été examinés dans le cadre de la Force d'intervention mutations automobiles (FIMA), dispositif mis en œuvre par l'État et la Région pour accompagner la filière.



► La société SOMP fabrique des pièces pour l'automobile. L'arrivée de la voiture électrique l'oblige à changer ses habitudes. La Région l'a aidée dans ces changements.



INNOVATION

La ruée vers l'hydrogène vert

McPhy lance sa Gigafactory d'électrolyseurs à Belfort (90)

Et si la Bourgogne-Franche-Comté devenait l'un des acteurs majeurs de la production d'hydrogène vert ? McPhy y croit. Présent en France, en Allemagne et en Italie, le groupe industriel spécialiste des équipements de production et de distribution d'hydrogène bas-carbone obtenu par électrolyse à partir d'eau et d'électricité a investi 50 millions d'euros dans la construction et les équipements industriels d'une gigafactory d'électrolyseurs de grande taille à Belfort, sur l'Aéroparc de Fontaine. « La Bourgogne-Franche-Comté est l'une des trois régions les plus dynamiques dans le domaine de l'hydrogène », explique Antoine Ressicaud, directeur des opérations du groupe. « En Nord Franche-Comté, il y a un écosystème de recherche et de développe-

ment dédié à l'innovation et à l'hydrogène très riche : une culture industrielle forte, des entreprises qui travaillent sur le sujet depuis plusieurs années, une université et l'UTBM, qui a créé le premier master spécialisé. Ce sont les raisons pour lesquelles McPhy a décidé de s'implanter à Belfort. La Région a soutenu notre installation. Elle nous a permis d'élaborer des programmes de formation et de nouer des partenariats indispensables au développement des nouveaux métiers du secteur de l'hydrogène. » Les futurs

clients ? Des industries consommatrices comme l'acier ou le ciment qui souhaiteront décarboner leur processus. Implanté sur 8 ha et d'une surface de 20 000 m², le site belfortain entrera en service au premier semestre 2024. Il montera progres-

sivement en charge pour atteindre une capacité annuelle de production d'1 GW, soit la puissance électrique nécessaire pour alimenter une ville d'environ 800 000 habitants. Un dispositif industriel sans équivalent chez les autres acteurs de l'électrolyse décarbonée en Europe. Près de 450 salariés seront recrutés ■

100 millions €

de financements dédiés au développement de la filière hydrogène entre 2020-2030.

LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ EST L'UNE DES TROIS RÉGIONS LES PLUS DYNAMIQUES DANS LE DOMAINE DE L'HYDROGÈNE.



► La société McPhy construit une usine à Belfort. Elle fabrique des machines qui produisent de l'hydrogène.



L'accessoire indispensable du dernier forum Hydrogen business for Climate : le badge « École Française de l'Hydrogène, ici en Bourgogne-Franche-Comté »

INNOVATION

Vers la création d'une école nationale de l'hydrogène

La Région va répondre à un appel à projets de l'État pour la création d'une école nationale de l'hydrogène, en Bourgogne-Franche-Comté.

Alors que les entreprises s'installent et que la filière se structure, il est essentiel d'offrir aux entreprises les compétences nécessaires et de développer en région les formations adéquates pour les emplois de demain. En Bourgogne-Franche-Comté, elles ont vu le jour il y a déjà près de dix ans avec le Coursus de master en ingénierie (CMI). Le CMI Hydrogène-Energie et Efficacité Énergétique proposé par l'Université de Franche-Comté forme sur 5 ans aux métiers d'ingénieur en production et gestion de l'énergie. D'autres structures proposent des formations intégrant l'hydrogène dans leur cursus : l'Université de Franche-Comté, l'UTBM, l'Université Bourgogne-Franche-Comté, l'Université de Bourgogne, Supmicrotech, l'AFPA... La Région propose également depuis cette année une initiation aux risques ATEX (une compétence prisée par les entreprises) pour les demandeurs d'emploi qui se forment aux métiers de l'industrie.

Des compétences que la Région souhaite faire reconnaître au niveau national. La collectivité va répondre à un appel à projets de l'État pour obtenir le label

« École nationale de l'hydrogène ». Ce label reconnaît l'organisation d'une filière de compétences et de formation. « *On ne peut pas avoir une ambition en matière d'hydrogène si, en même temps, on n'anticipe pas les besoins en matière de compétences* », résume Marie-Guite Dufay. La Présidente de Région veut proposer une offre de formation « *du demandeur d'emploi à l'ingénieur* », en passant par « *la formation continue* ».

Il ne s'agit pas tant de créer physiquement une école ; mais de coordonner et labéliser les formations existantes, d'associer les industriels, de créer des nouvelles formations là où il y a des carences... « *L'école nationale de l'hydrogène serait un label commun à toutes ces formations* » résume Marie-Guite Dufay. Elle identifierait clairement la Bourgogne-Franche-Comté comme le lieu des savoirs en matière d'hydrogène. La Région espère voir se concrétiser le projet en 2028. L'enjeu, comme l'a rappelé à la rentrée la filière hydrogène française : pourvoir 100 000 emplois en 2030 ■



“ L'ENJEU, COMME L'A RAPPELÉ À LA RENTRÉE LA FILIÈRE HYDROGÈNE FRANÇAISE : **POURVOIR 100 000 EMPLOIS EN 2030.**



► La Région veut créer une école française de l'hydrogène en Bourgogne-Franche-Comté.

Majorité - Notre Région par cœur

La Majorité régionale n'a pas attendu le pire pour engager les transitions nécessaires

La Bourgogne-Franche-Comté, comme l'ensemble du quart nord-est de la France, a subi un choc de désindustrialisation durant ces 15 dernières années, avec une perte conséquente d'emplois dans un secteur qui dépend fortement des marchés mondialisés. Mais elle a plutôt mieux résisté que les autres régions de cette zone, et elle est maintenant la première quant à la part d'emplois industriels dans l'emploi total.

Les défis en termes de mutations économiques sont connus : il faut à la fois affronter la transition énergétique et écologique, prendre le virage du numérique et renforcer les leviers de compétitivité de notre économie régionale pour la rendre plus résiliente à une conjoncture de concurrence accrue. Parmi ces défis, celui d'accompagner la montée en puissance de la filière hydrogène est en passe de réussir : après que McPhy, Inocel et GEN-Hy ont fait le choix de notre région pour implanter leurs « gigafactories », les sites de Forvia à Bavans et Allenjoie, dont un est dédié à la production de systèmes embarqués de stockage d'hydrogène, sont en activité.

Aider nos PME à se développer et à innover, c'est aussi favoriser la relocalisation d'activités. Le schéma régional de développement économique, voté en 2022, a décliné cette priorité avec des soutiens adaptés à chaque étape de la vie de l'entreprise, et notamment un fonds de relocalisation vers une économie décarbonée, pour accompagner un investissement en lien avec des enjeux énergétiques. Pour conserver des emplois, des savoir-faire et alimenter des investissements locaux, la collectivité régionale a également décidé, dans une optique de coinvestissement souverain, de participer au capital d'entreprises

relevant de secteurs stratégiques, notamment dans la filière agroalimentaire.

L'économie de proximité, qui représente les deux tiers de l'emploi marchand, constitue un facteur d'attractivité majeur. L'accompagnement par le soutien à la création et les aides sous forme d'avances remboursables, gérées par l'ARDEA, dans un contexte où les taux de crédits sont en augmentation, sont des leviers essentiels pour appuyer les projets de création ou de reprise d'entreprises, notamment dans le commerce et l'artisanat.

Enfin, notre collectivité elle-même agit quotidiennement pour le développement de l'activité économique et de l'emploi. Tout d'abord en maintenant un très haut niveau d'investissement pour entretenir et rénover ses équipements (bâtiments et lycées), constituant par le biais de la commande publique des débouchés pour les entreprises régionales chargées d'exécuter les marchés générés par celle-ci. En décidant aussi d'accompagner à hauteur de 260 M€ entre 2022 et 2028 les projets d'investissements en matière d'aménagement du territoire portés par les communes, les intercommunalités ou les métropoles, la Région renforce là aussi le tissu économique régional et conforte le niveau d'activités des entreprises, notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

Le modèle de développement économique juste et solidaire que la majorité défend intègre pleinement les enjeux du réchauffement climatique, en soutenant l'ensemble des acteurs économiques engagés dans une stratégie de décarbonation à même de garantir la préservation de nos ressources, de nos sols et de nos milieux aquatiques ■

Contact : Jérôme DURAIN, Président de groupe - jerome.durain.elu@bourgognefranchecomte.fr

Majorité - Groupe écologistes et solidaires

Et si l'avenir de l'économie était de tourner en rond ?

Trop longtemps notre économie, notre production et consommation de biens et services se sont appuyées sur la chaîne : extraire, transformer, transporter, utiliser, jeter (détruire). En bout de chaîne, les déchets sont devenus, en moins de 100 ans, une montagne à brûler ou enfouir ; avec son lot de pollutions de l'air, du sol, de l'eau et autant de conséquences sur les humains, les animaux et les végétaux.

Aujourd'hui, industriels, artisans et commerçants expriment, pour la plupart, souhaiter produire et vendre (ou louer) durable et réparable. La bonne nouvelle est que cette révolution de l'économie circulaire et de la réparabilité est accessible, et compte de multiples vertus : sobre

en énergie, facilement duplicable partout, elle mobilise une main-d'œuvre de tous niveaux de qualifications sur nos territoires.

Comme nous y invite Philippe Bihouix, centralien, directeur de l'AREP : il est temps de « prendre le contre-pied du techno-solutionnisme et de nous tourner vers les low tech (basses technologies) : basiques, mais nettement plus économes en ressources et maîtrisables localement ». La Région appuie ce courant de fond. Par le biais de l'éco-conditionnalité des aides, nous soutiendrons mieux les vertueux pour leur permettre de franchir le pas : pour l'éco-conception de leurs produits autant que la réorganisation de leurs process ■

Contact : Claire MALLARD, Présidente de groupe Écologistes & Solidaires - claire.mallard.elue@bourgognefranchecomte.fr

Majorité - Groupe des élus communistes et républicains

Démocratiser et conditionner l'intervention économique régionale

Alors que les centaines de milliards d'euros d'aides économiques de l'État aux entreprises, accordées dans le cadre des différents plans de relance, ne sont pas parvenues à endiguer le risque de récession et d'accroissement du chômage, deux principes, applicables à l'échelle régionale, nous semblent aujourd'hui décisifs pour guider une intervention économique :

1) La conditionnalité des aides publiques aux entreprises, quelle que soit leur forme, à des critères de création d'emploi, de formation, de transformation écologique des productions, ainsi que leur suivi dans le temps. Nous proposons que tous les règlements d'intervention régionaux relatifs au développement économiques intègrent ces critères.

2) L'élaboration démocratique des besoins d'investissement et de dépense publique. Si l'élaboration du schéma de développement économique (SRDEII) a donné lieu à de larges concertations, nous proposons que sa mise en œuvre soit pilotée par la conférence sociale régionale, associant les organisations syndicales salariées et patronales, la région, les instances régionales compétentes sur l'emploi et la formation (CESER, CREFOP). Déjà réunie trois fois, cette conférence doit être à nouveau convoquée pour constituer en son sein un groupe de travail dédié au suivi des aides. Nous proposons qu'elle puisse disposer, dans un deuxième temps, d'un fonds d'intervention propre ■

Contact : Muriel TERNANT, Présidente de groupe - muriel.ternant.elue@bourgognefranchecomte.fr

Rassemblement National

Avec la fermeture annoncée du site de Saint-Julien-du-Sault, l'entreprise Marelli Automobile Lighting rejoint les rangs des nombreux fleurons du secteur automobile à fermer leurs portes dans la région : Benteler Automotive à Migennes en 2022, Manzoni Bouchot dans le Jura en 2021, le site historique de Peugeot à Hérimoncourt. Ces dernières années, le secteur automobile connaît de graves difficultés. En 2022, seulement 70 000 nouveaux véhicules ont été immatriculés dans la région, c'est une baisse de 12,6 % par rapport à 2021. Le nombre de salariés dans le secteur a aussi baissé de 5,3 % en un an en 2022. Quand plus de 75 % des Français et 80 % des Bourguignons et des Francs-Comtois utilisent leur véhicule pour se rendre au travail, les entreprises, elles, ferment les unes après les autres. Ces chiffres sont alarmants et résultent d'une politique régionale fataliste et passive. Pire, la feuille de route automobile de Marie-Guite Dufay ne fait qu'accompagner ce déclin.

Soutien aux salariés, plans de reprise : la majorité n'a rien pu faire pour protéger nos emplois et notre industrie.

Pour le Rassemblement National, la défense du secteur automobile doit être une priorité. C'est l'un des piliers de notre économie mais aussi de notre identité. Que serait Sochaux sans son patrimoine automobile ? Redynamiser l'emploi, investir dans les entreprises locales, protéger nos entreprises de la prédation étrangère, refuser la politique de matraquage des automobilistes et la stratégie mortifère de Bruxelles qui condamne le moteur thermique, même hybride, sur l'autel du tout-électrique dont le coût exclut de fait la majorité des travailleurs ! Il faut coûte que coûte sauver nos emplois industriels avec une politique protectrice et ambitieuse ! ■

Contact : Julien ODOUL, Président du groupe Rassemblement National – julien.odoul.elu@bourgognefranchecomte.fr

Union de la droite, du centre et des écologistes indépendants

Le développement économique clef de voûte de notre réussite

La majorité régionale a inauguré en fanfare et à grand recours d'articles de presse le programme OSER doté de 50 millions d'euros. C'est une bonne chose, mais reste à en voir le résultat. Est-ce que ce dispositif cofinancé par la Région et l'Europe ne va pas être une énième usine à gaz de plus ?

Usine à gaz dont la Région a le secret au regard des dernières actualités agricoles, avec cette DJA qui ne finit pas de faire couler de l'encre tellement elle tarde à être versée, ou encore avec la dernière décision budgétaire modificative qui a entériné un certain nombre de désengagements sur des programmes que les acteurs, nous dit-on, n'ont pas su mobiliser.

À l'heure où la croissance tend à se tasser et où les défaillances d'entreprise sont en fortes hausses, la Région doit venir en soutien des entreprises avec des dispositifs simples et accessibles au plus grand nombre. S'il est louable d'éco-conditionner les aides au développement économique, il faut aussi que celles-ci soient bien

expliquées et qu'elles permettent une transition réaliste vers un monde décarboné. Car si, comme on l'entend régulièrement, les dispositifs sont illisibles ou trop exigeants, l'effet est singulièrement contre-productif et ne mène qu'à une politique d'affichage bien pratique pour se draper dans la vertu écologique sans trop dépenser.

Alors oui, osons une nouvelle politique pour les entreprises, en installant une permanence régionale dans chaque département pour faciliter les montages des dossiers, mais aussi l'orientation des porteurs des projets. Concentrons nos crédits sur des dispositifs concrets et repensons aussi nos compétences afin d'améliorer la lisibilité des aides.

Notre groupe de Rassemblement de la Droite, du Centre et des Écologistes indépendants sera au rendez-vous afin de protéger et de proposer des solutions qui épargnent les Bourguignons et les Francs-comtois ■

Contact : Gilles PLATRET, Président de groupe des élus républicains et du centre - gilles.platret.elu@bourgognefranchecomte.fr

Groupe des élus progressistes

Année 2023 : un développement économique placé sur pause par la Région Bourgogne-Franche-Comté !

En début d'année, 30 règlements d'intervention ont été suspendus, seulement 3 ont été réactivés depuis ! Nous déplorons cette année d'attente qui impacte aussi bien nos territoires que nos citoyens, engendrant au pire l'abandon, au mieux la suspension de projets. Nos collectivités, nos entreprises ne peuvent être dans l'attente de pouvoir réaliser leurs projets pour dynamiser nos territoires. Nous rappelons que notre région manque d'attractivité, c'est donc maintenant qu'il faut agir !

Depuis 2021, le groupe des élus Progressistes porte une vision ambitieuse de la Région et demande des investissements à la hauteur des défis et enjeux d'avenir : nouvelles technologies, réindustrialisation, verdissement de l'économie... Pour cela, il faut considérer les

besoins des entreprises pour construire un écosystème favorable, autour d'une meilleure hospitalité d'une manière générale. Ces sujets doivent être prioritaires dans la démarche d'une Région dont le rôle moteur est en panne.

La Région doit s'inspirer des plans d'investissement, comme France 2030, portés par le gouvernement qui visent à favoriser l'innovation, l'industrialisation, la recherche et la formation pour renforcer la souveraineté industrielle et technologique. Deux ans après son lancement, avec 54 milliards d'euros investis, le bilan est positif avec 4 370 projets accompagnés et 40 000 emplois directs créés ou maintenus ■

Contact : Denis THURIOT, pour le groupe des Élus Progressistes - denis.thuriot.elu@bourgognefranchecomte.fr

BESOIN D'UN STAGE POUR DÉCOUVRIR LE MONDE PRO ?

stages.bourgognefranchecomte.fr



Venez tester votre futur métier grâce à notre plateforme numérique :

- plus de 1 200 offres de stages sur tout le territoire Bourgogne-Franche-Comté,
- une diversité des offres pour ouvrir les champs des possibles et favoriser l'égalité des chances,
- l'assurance d'avoir une réponse dans les 15 jours ouvrés,

C'est simple, rapide et gratuit.

SPRO))
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**